

Vu l'urgence motivée par le fait que certaines communes rencontrent de sérieuses difficultés pour respecter la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions relatives aux agences locales pour l'emploi; qu'il y a lieu en conséquence de leur accorder le délai supplémentaire nécessaire et de les en informer immédiatement;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'article 2bis de l'arrêté royal du 14 septembre 1994 fixant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions relatives aux agences locales pour l'emploi, inséré par l'arrêté royal du 23 décembre 1994, les mots "jusqu'au plus tard le 1er avril 1995" et "au plus tard le 20 janvier 1995" sont supprimés.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 1995.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 6 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat sommige gemeenten ernstige moeilijkheden ondervinden om de datum van inwerkingtreding van sommige bepalingen betreffende de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen te respecteren; dat het bijgevolg aangewezen is hen de nodige bijkomende tijd toe te kennen en hen er onmiddellijk van op de hoogte te brengen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

Artikel 1. In artikel 2bis van het koninklijk besluit van 14 september 1994 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige bepalingen betreffende de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 december 1994, worden de woorden "tot ten laatste 1 april 1995" en de woorden "ten laatste op 20 januari 1995" geschrapt.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1995.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 6 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL ET MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES

F. 95 — 1240

[Mac — 12308]

7 AVRIL 1995. — Arrêté royal fixant les modalités permettant de remplir les conditions d'octroi en vue d'une réduction des cotisations patronales O.N.S.S. suite à un accord en faveur de l'emploi (1)

ALBERT II, Roi des Belges.

A tout, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 avril 1995 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 27 janvier 1995 rendant obligatoire la convention collective de travail n° 60 du 20 décembre 1994, conclue au sein du Conseil national du Travail, déterminant les objectifs et la procédure de conclusion de conventions collectives de travail portant sur la promotion de l'emploi, en exécution de l'accord interprofessionnel du 7 décembre 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la période de négociation en vue de la conclusion d'accords pour la promotion de l'emploi au niveau de la commission ou de la sous-commission paritaire peut se terminer le 31 mars 1995 et que les employeurs ne ressortissant pas à l'application d'une convention collective de travail à effet direct doivent être informés d'urgence sur les modalités concernant la conclusion d'accords d'emploi et l'obtention d'une réduction des cotisations patronales O.N.S.S.;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID EN MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN

N. 95 — 1240

[Mac — 12308]

7 APRIL 1995. — Koninklijk besluit tot vastlegging van de modaliteiten om te voldoen aan de toekenningsvoorwaarden tot vermindering van RSZ-werkgeversbijdragen ingevolge een tewerkstellingsakkoord (1)

ALBERT II, Koning der Belgen.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 januari 1995 waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 60 van 20 december 1994, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot bepaling van de doelstellingen en de procedures voor het sluiten van collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de bevordering van de werkgelegenheid, ter uitvoering van het centraal akkoord van 7 december 1994;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de periode van onderhandeling voor het sluiten van akkoorden voor de bevordering van de werkgelegenheid op het niveau van het paritair comité of subcomité kan verlopen op 31 maart 1995 en dat de werkgevers die niet vallen onder de toepassing van een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst met directe uitwerking, dringend in kennis moeten worden gesteld van de nadere modaliteiten betreffende het sluiten van tewerkstellingsakkoorden en het verkrijgen van vermindering van de RSZ-werkgeversbijdragen;

(1) Références au *Moniteur belge*.

Loi du 3 avril 1995, *Moniteur belge* du 22 avril 1995.

Arrêté royal du 27 janvier 1995, *Moniteur belge* du 15 mars 1995.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 april 1995, *Belgisch Staatsblad* van 22 april 1995.

Koninklijk besluit van 27 januari 1995, *Belgisch Staatsblad* van 15 maart 1995.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les employeurs ressortissant à l'application d'une convention collective de travail à effet direct, conclue dans une commission ou sous-commission paritaire, tel que prévu par l'article 5 de la convention collective de travail n° 60 du Conseil national du Travail, et ayant rempli les conditions concernant l'équivalence du volume de travail et la croissance nette du nombre de travailleurs, tel que prévu par l'article 2 de la loi du 3 avril 1995 portant des mesures pour la promotion de l'emploi, auront automatiquement droit à une réduction des cotisations patronales O.N.S.S. conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi précitée du 3 avril 1995.

Il appartient à la commission ou sous-commission paritaire de communiquer à l'administrateur général du Service des relations collectives de travail quand une convention collective de travail a un effet direct. Seule une convention collective de travail ayant un effet uniquement direct peut être prise en considération en tant que telle.

Art. 2. Les employeurs ne ressortissant pas à l'application d'une convention collective de travail à effet direct, conclue dans une commission ou sous-commission paritaire, déposeront la convention collective de travail, l'acte d'adhésion, la modification du règlement de travail, l'accord d'emploi ou toute autre forme d'adhésion fixée par la commission ou sous-commission paritaire, tel que prévu par la convention collective de travail n° 60 précitée, en annexe au dossier complet, au Greffe du Service des relations collectives de travail. Une copie sera ajoutée à l'exemplaire original.

Lors du dépôt de ces documents, l'employeur communiquera les données suivantes :

- 1° nom et adresse de l'employeur,
- 2° numéro d'inscription à l'O.N.S.S.,
- 3° la commission ou sous-commission paritaire compétente.
- 4° l'instauration éventuelle d'une délégation syndicale, conformément à la convention collective de travail n° 5 du Conseil national du Travail concernant le statut de la délégation syndicale du personnel des entreprises.

Art. 3. Lorsque l'acte prévu à l'article 2 exige l'approbation, conformément à la convention collective de travail n° 60 précitée, le Greffe du Service des relations collectives de travail déposera celui-ci auprès de l'organe compétent pour l'octroi de cette approbation.

Art. 4. A partir de la date du dépôt au Greffe du Service des relations collectives de travail, il est supposé que le dossier, conformément à l'article 5 de la convention collective de travail n° 60 précitée, est complet et les délais fixés ont cours. Si le président de l'organe compétent pour l'octroi de cette approbation constate que le dossier n'est pas complet, il le communiquera à l'employeur et les délais précités seront suspendus.

Art. 5. Le président de l'organe compétent pour l'octroi de l'approbation notifiera la décision à l'employeur et il enverra en même temps une copie de celle-ci au Greffe du Service des relations collectives de travail.

Art. 6. Le Service des relations collectives de travail tient la liste des employeurs qui ne ressortissent pas à l'application d'une convention collective de travail à effet direct, conclue dans une commission ou sous-commission paritaire, et dont la convention collective de travail, l'acte d'adhésion, la modification du règlement de travail, l'accord d'emploi ou toute autre forme d'adhésion fixée par la commission ou sous-commission paritaire a été approuvé. Cette liste sera communiquée à l'Office national de Sécurité sociale.

Art. 7. Les employeurs figurant sur la liste mentionnée à l'article 6 et ayant rempli les conditions concernant l'équivalence du volume de travail et la croissance nette du nombre de travailleurs, tel que prévu à l'article 2 de la loi précitée du 3 avril 1995, ont droit à une réduction des cotisations patronales O.N.S.S. conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi précitée du 3 avril 1995.

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De werkgevers die vallen onder de toepassing van een in een paritair comité of subcomité gesloten collectieve arbeidsovereenkomst met directe uitwerking, zoals bepaald in artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 60 van de Nationale Arbeidsraad en die hebben voldaan aan de voorwaarden inzake gelijkwaardig arbeidsvolume en netto-aangroei van het aantal werknemers, zoals voorzien in artikel 2 van de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling, hebben automatisch recht op een vermindering van de RSZ-werkgeversbijdragen overeenkomstig de bepalingen van artikel 2 van de voornoemde wet van 3 april 1995.

Het paritair comité of subcomité deelt aan de administrateur-generaal van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen mee wanneer een collectieve arbeidsovereenkomst directe uitwerking heeft. Enkel een collectieve arbeidsovereenkomst met uitsluitend directe uitwerking kan als dusdanig in aanmerking worden genomen.

Art. 2. De werkgevers die niet onder de toepassing vallen van een in een paritair comité of subcomité gesloten collectieve arbeidsovereenkomst met directe uitwerking, leggen de collectieve arbeidsovereenkomst, de toetredingsakte, de wijziging van het arbeidsreglement, het tewerkstellingsakkoord of iedere andere vorm van toetreding vastgesteld door het paritair comité of het paritair subcomité, zoals bepaald in voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 60, samen met het volledig dossier, neer bij de Griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen. Het origineel dossier wordt vergezeld van een kopie.

Bij de neerlegging deelt de werkgever volgende gegevens mee :

- 1° naam en adres van de werkgever,
- 2° inschrijvingsnummer bij de RSZ,
- 3° het bevoegd paritair comité of subcomité,
- 4° het feit of een vakbondsafvaardiging werd opgericht, overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 5 van de Nationale Arbeidsraad betreffende het statuut van de syndicale afvaardiging van het personeel der ondernemingen.

Art. 3. Wanneer de akte bepaald in artikel 2, overeenkomstig de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 60 de goedkeuring vereist, legt de Griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen deze voor aan het orgaan bevoegd voor het verlenen van deze goedkeuring.

Art. 4. Vanaf de datum van neerlegging van het dossier bij de Griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen wordt vermoed dat het dossier, overeenkomstig artikel 5 van de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 60, volledig is en de gestelde termijnen lopen. Indien de voorzitter van het orgaan bevoegd voor het verlenen van deze goedkeuring vaststelt dat het dossier niet volledig is, meldt hij dit aan de werkgever en worden de voormelde termijnen opgeschort.

Art. 5. De voorzitter van het orgaan bevoegd voor het verlenen van de goedkeuring notificeert de beslissing aan de werkgever en zendt hiervan gelijktijdig afschrift aan de Griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen.

Art. 6. De Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen houdt de lijst bij van de werkgevers, die niet onder de toepassing vallen van een in een paritair comité of subcomité gesloten collectieve arbeidsovereenkomst met directe uitwerking, en waarvan de collectieve arbeidsovereenkomst, de toetredingsakte, de wijziging van het arbeidsreglement, het tewerkstellingsakkoord of iedere andere vorm van toetreding vastgesteld door het paritair comité of het paritair subcomité werd goedgekeurd. Deze lijst wordt meegedeeld aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Art. 7. De werkgevers die voorkomen op de in artikel 6 vermelde lijst en die hebben voldaan aan de voorwaarden inzake gelijkwaardig arbeidsvolume en netto-aangroei van het aantal werknemers, zoals voorzien in artikel 2 van voornoemde wet van 3 april 1995, hebben recht op een vermindering van de RSZ-werkgeversbijdragen overeenkomstig de bepalingen van artikel 2 van de voornoemde wet van 3 april 1995.

Art. 8. En vue de l'introduction des dossiers respectivement concernant les actes, tel que prévu dans la convention collective de travail n° 60 du Conseil national du Travail, ou concernant les demandes visant à obtenir une réduction des cotisations patronales O.N.S.S., le Ministre de l'Emploi et du Travail ou le Ministre des Affaires sociales pourra fixer des dispositions complémentaires concernant la procédure administrative.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1995.

Art. 10. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre des Affaires Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 7 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,

Mme M. DE GALAN

Art. 8. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid of de Minister van Sociale Zaken kan met het oog op het indienen van de dossiers respectievelijk betreffende de akten zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 60 van de Nationale Arbeidsraad of betreffende de aanvragen op een vermindering van de RSZ-werkgeversbijdragen, bijkomende maatregelen inzake de administratieve procedure vastleggen.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1995.

Art. 10. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 7 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,

Mevr. M. DE GALAN

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 1241

[C — 27197]

16 FEVRIER 1995. - Décret modifiant le Code forestier par des dispositions particulières à la Région wallonne en ce qui concerne la circulation du public dans les bois et forêts en général (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. A la suite de l'article 184 de la loi du 18 décembre 1854 contenant le Code forestier, est inséré :

"TITRE XIV. - De la circulation dans les bois et forêts en général en Région wallonne
Section 1re. - Dispositions générales

Article 185. Au sens du présent titre, on entend par :

- piéton : toute personne qui circule à pied ainsi que toute personne à mobilité réduite circulant en fauteuil roulant et les cyclistes âgés de moins de 9 ans;
- sentier : voie publique étroite dont la largeur n'excède pas celle nécessaire à la circulation des piétons;
- chemin : voie publique plus large qu'un sentier et qui n'est pas aménagée pour la circulation des véhicules en général;
- route : voie publique dont l'assiette est aménagée pour la circulation des véhicules en général;
- aire : zone balisée et affectée à l'accueil des piétons, au stationnement momentané de véhicules, à l'exercice de certaines activités récréatives ou au bivouac;
- bivouac : campement temporaire en plein air;
- activité de gestion : toutes les opérations d'administration, d'exploitation ou de surveillance de nature sylvicole, agricole, cynégétique, piscicole ou de conservation de la nature;
- conservation de la nature : aux termes de l'article 1er de la loi sur la conservation de la nature, protection de la flore et de la faune, de leurs communautés et de leurs habitats, ainsi que du sol, du sous-sol, des eaux et de l'air.

Article 186. Le présent titre régit la circulation dans les bois et forêts soumis ou non au régime forestier, à l'exclusion :

- 1° des routes, autres que les routes de remembrement, qui permettent aisément le croisement de deux véhicules automobiles sur toute leur longueur;
- 2° des réserves naturelles et forestières, sauf en ce qui concerne les routes, chemins et sentiers ouverts à la circulation publique.

(1) Session 1994-1995.

Documents du Conseil 272 (1994-1995) N°s 1 à 27.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 7 février 1995. Discussion. — Vote.